

**Union européenne - Mécanisme
européen de protection civile - Italie
- Migrations - Travailleurs détachés
- Entretien de Mme Nathalie
Loiseau, ministre chargée des
affaires européennes, avec «BFM
TV - RMC» - extraits
(Paris, 26 juillet 2017)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour Raphaëlle Duchemin.

Q - Merci d'être avec nous sur RMC, BFM TV ce matin. Vous êtes ministre en charge des affaires européennes. Vous serez dès demain en Italie pour rencontrer votre homologue. L'Italie qui nous a envoyé, dès hier, un Canadair supplémentaire pour venir prêter main forte aux moyens aériens français qui luttent en ce moment-même contre les incendies dans le Sud-est. Il a fallu, malgré tout, plusieurs heures d'attente avant que le feu vert ne soit donné, or, pendant ce temps, ce sont des forêts qui brûlent, des vies qui sont en danger. Qu'est-ce qu'on peut faire pour améliorer le système, Nathalie Loiseau ?

R - Alors d'abord, ce qui est formidable, c'est qu'il soit possible que d'autres États que la France puissent nous envoyer des moyens. Nous, nous le faisons aussi dans l'autre sens quand, en Espagne, en Italie, il y a ce genre de catastrophe. Nous mettons à disposition nos moyens et nous commençons déjà par voir le progrès que cela constitue. Après, il y a eu un petit début de discussion qui a pris plusieurs heures. Si quelque chose doit être amélioré en termes de procédures, c'est évidemment après ce genre de crise qu'on fait un retour d'expérience et qu'on essaye d'accélérer tout ce qui peut l'être.

Q - Donc il faudra revoir le mécanisme européen de protection civile...

R - On va regarder, mais objectivement c'est quand même assez formidable de pouvoir compter sur nos voisins pour des événements comme celui-là.

Q - Nos pompiers reconnaissent qu'on est arrivé, finalement, à la limite de nos moyens, moyens nationaux j'entends, bien sûr. Il faut penser la lutte de feux de forêt autrement aujourd'hui, de manière plus globale, de manière plus méditerranéenne peut-être ? Parce qu'on le voit bien, ce matin le Portugal s'embrase à nouveau, il y a la Grèce évidemment, qui peut être concernée, l'Italie, la France.

R - Il faut penser la lutte contre les catastrophes naturelles autrement qu'à titre national. Nous, nous avons une chance extraordinaire en France, c'est que nous avons une expertise avec la protection civile et avec la manière dont les préfets gèrent les catastrophes naturelles. Cette expertise nous est reconnue dans beaucoup d'endroits. En termes de moyens matériels, on a souvent besoin de se mettre à plusieurs. Vous avez mentionné la Méditerranée, vous avez raison, parce qu'on est souvent face à des enjeux semblables. Ainsi en termes de pollution marine, l'Union pour la Méditerranée sert à cela. Il faut faire davantage, et il faut faire d'autant plus davantage, qu'on va vers un changement climatique avec des extrêmes climatiques, des risques en termes d'inondation et de sécheresse. Les incendies sont d'autant plus dramatiques que la sécheresse est là, on l'a vu en Italie par exemple, ces risques-là seront plus grands. Évidemment ce sont des raisons pour coopérer davantage.

Q - Alors, vous évoquiez l'Italie. Vous allez justement en Italie demain, rencontrer le secrétaire d'État italien en charge des questions migratoires et visiter le quartier général de l'opération «EUNAVFOR Med» qui est l'opération maritime européenne en Méditerranée contre les passeurs et les trafiquants d'êtres humains. 111.514 migrants sont arrivés par la mer depuis le début du mois de janvier, d'autres meurent, presque chaque jour, en tentant la traversée, il y en a eu encore hier - 11 personnes retrouvées mortes dans une embarcation qui en transportait 167, ils venaient de Libye. Que fait-on, Nathalie Loiseau, pour que cela cesse ?

R - Alors, d'abord on essaye d'attaquer le problème à la racine.

Q - C'est-à-dire là-bas, en Libye ?

R - Vous savez les migrants, ils viennent de Libye. En 2015, quand plus d'1 million de réfugiés sont venus en Europe, ils passaient par la Méditerranée orientale, par la Turquie et puis par la route des Balkans.

Q - Les routes ont changé, les chemins ont changé.

R - On a eu un accord et puis surtout la typologie des migrants a changé. Aujourd'hui, ceux qui viennent par la Libye, ce sont des Africains d'Afrique de l'Ouest, des Nigériens, des Ivoiriens, des Sénégalais, des Guinéens, pas nécessairement des gens qui fuient un conflit ou qui sont aptes à devenir réfugiés. Ce sont aussi des gens qui viennent du Bangladesh, du Pakistan ou des Philippines.

C'est un énorme réseau, un énorme trafic d'êtres humains, qui exploite la misère et l'espoir d'une vie meilleure. Il faut donc lutter contre les passeurs, c'est l'objet de l'opération navale Sophia dont je vais voir les responsables demain. Il faut démanteler ces réseaux de passeurs, de part et d'autres...

Q - Et on s'y prend comment pour les démanteler, il faut aller là-bas ?

R - Avec des coopérations policières, il faut aider les autorités libyennes. Ce qu'a fait le

président de la République, hier, en présidant une rencontre entre le Premier ministre libyen et le Maréchal Haftar c'est participer aux efforts de réconciliation entre les Libyens. Aujourd'hui, l'État libyen ne peut pas exercer toutes ses prérogatives. Donc, tout ce que nous essayons de faire - former les garde-côtes libyens et nous allons le faire davantage - c'est aider à ce que ce pays retrouve un État...

Q - L'installation, par exemple, de centres de migration là-bas, en Libye, les aider ?

R - Alors, la situation aujourd'hui en Libye ne le permet absolument pas, en revanche travailler avec...

Q - C'est ce que souhaiterait l'Allemagne.

R - C'est ce que souhaiterait l'Allemagne dans un monde idéal, c'est-à-dire le jour où la Libye aura retrouvé une situation avec un État stable.

Q - Les conditions ne sont pas requises.

R - Pour le moment les conditions de sécurité ne sont pas réunies. En revanche, travailler avec des pays de transit, comme le Niger, le Mali et le Tchad - qui voient passer des dizaines de milliers de candidats à l'immigration - nous avons commencé à le faire, au niveau européen. Mais, il faut le faire bien davantage.

Q - José Bové, qui était aussi sur la frontière italienne dans la vallée de la Roya il y a 48 heures, dit ce matin que la France ne fait pas son travail d'accueil, qu'elle renvoie les gens vers l'Italie, et de l'Italie vers la Libye. Qu'est-ce que vous lui répondez ?

R - Alors, il y a deux choses, et je suis heureuse que vous posiez la question parce qu'on a tendance à mélanger deux choses qui n'ont pas grand-chose à voir.

Q - Migrants et réfugiés ?

R - Migrants et réfugiés. Nous devons faire plus, mieux et plus vite pour accueillir les réfugiés. Nous avons pris des engagements en termes de relocalisation des candidats à l'asile, nous avons pris ces engagements vis-à-vis de la Grèce et vis-à-vis de l'Italie. Vis-à-vis de la Grèce nous avons accueilli plusieurs milliers de réfugiés et vis-à-vis de l'Italie nous devons faire plus, mieux, plus vite, nous nous y sommes engagés, c'est en cours.

S'agissant des migrants économiques illégaux, il faut faire en sorte qu'ils soient traités dignement, mais il faut qu'ils puissent être reconduits dans leur pays. Il faut qu'ils puissent y être réadmis, et pour cela il faut discuter avec les pays d'origine.

On va commencer à le faire avec le Bangladesh, on le fait aussi avec d'autres pays. Est-ce qu'il est souhaitable que ces jeunes, qui sont, pour la plupart, les plus entreprenants, les plus dynamiques, les plus courageux, quittent leur pays, saignent leur pays, parce qu'ils ont l'impression qu'ils ne vont pas avoir de travail, d'avenir...

Q - Vous croyez vraiment que c'est une impression ou que c'est une réalité pour eux ?

R - Il faut qu'on travaille à aider à ce qu'il y ait davantage d'emplois, à ce qu'il y ait des formations beaucoup plus appropriées, à ce qu'il y ait une situation qui soit attractives pour ces jeunes. Véritablement, un pays qui se vide de sa jeunesse, c'est un pays qui perd son avenir.

Q - Puisque vous parlez des jeunes, du travail, je voudrais qu'on évoque évidemment un dossier que vous avez à gérer, qui est celui des travailleurs détachés. L'accord sur les travailleurs a été renvoyé à plus tard, a priori pour l'instant on n'a pas trouvé le bon équilibre, on va le dire comme ça, la directive date quand même de 1996, donc il faut la revoir, ça tout le monde est d'accord. Elle permet, pour l'instant, de conserver la couverture sociale de son pays d'origine, et les entreprises françaises, forcément, jugent que ça encourage le dumping social. Qu'est-ce qu'on fait, aujourd'hui, pour que ça change ?

R - Alors c'est notre priorité. Le président de la République, quand il est arrivé à l'Élysée, a trouvé sur la table un compromis qui était quasiment prêt à être signé pour une révision de cette directive sur les travailleurs détachés. Il a clairement dit que ce n'était pas satisfaisant parce que ce n'était pas une vraie réponse à cette question du dumping social.

Aussi nous avons décidé de rouvrir la négociation et le président, le Premier ministre, la ministre du travail et moi-même, nous sommes mobilisés à 100%, avec nos partenaires européens, à la fois pour expliquer notre position et puis pour faire bouger les lignes.

Q - Mais vous avez une date butoir, vous avez un objectif, 2017, 2018 ?

R - Le mieux, si on y parvient, pendant ce semestre de la présidence estonienne de l'Union européenne, on en sera très heureux, et vraiment je peux vous assurer qu'on passe tout l'été à travailler sur ce sujet. Ce que nous voulons, c'est un principe simple : à travail égal, salaire égal, sur le même lieu de travail. Ce que nous voulons c'est éviter les fraudes, éviter les abus, parce que le régime du travail détaché a conduit à beaucoup d'abus.

Nous voulons limiter dans le temps la possibilité de recourir au travail détaché. Ce que nous voulons c'est, à la fois protéger nos salariés, nos travailleurs en France, mais ce que nous voulons aussi c'est plus d'ambition pour la situation des travailleurs dans les pays d'origine, dans les pays de l'Est par exemple. On ne peut pas continuer à considérer comme normal qu'il y ait une Europe à deux vitesses, avec une partie de l'Europe où les salaires sont plus bas, la protection sociale est plus basse.

(...)

Q - Merci beaucoup Nathalie Loiseau, ministre en charge des affaires européennes, vous serez donc demain en Italie, merci d'avoir été avec nous en direct sur RMC et BFM TV./.